

VILLA MÉDITERRANÉE

Sixième Cycle de Cybèle, Mercredi 10 juin 2015.

Le Sahel ou une nouvelle diagonale de coopération entre la France, l'Algérie et la Tunisie.

Première table ronde :

Est-il possible de réduire les risques qui pèsent sur le sahel par le biais d'une politique et initiatives spécifiques ?

Modérateur : Michel Masson, général de corps aérien (2è s.), ancien directeur du renseignement militaire.

Intervenants : Jean-François DAGUZAN, Antonin TISSERON, Hatem BEN SALEM, Liess BOUKRA.

Michel Masson donne le coup d'envoi de cette sixième édition des Cycles de Cybèle. Les réflexions de cette table ronde seront consacrées aux risques identifiés et aux risques attachés à une potentialité.

Liess BOUKRA, *docteur en sciences sociales de l'Université Libre de Bruxelles, ancien enseignant de sociologie à Alger.*

L'ensemble régional maghrébin face au risque terroriste.

Comment s'unir face au danger du Sahel en Méditerranée ? Ou plutôt quelles sont les raisons des désunions ? Pourquoi n'arrive t-on pas, malgré la supériorité de nos moyens à combattre les cellules d'Al Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) ou de l'Etat Islamique (EI) ? Nous sommes bien conscients de leur localisation, autrefois minoritaire au nord du Mali, il y a aujourd'hui une contagion de la région.

Première hypothèse, nous ne voulons pas nous unir ; il doit exister des intérêts personnels qui sont privilégiés par rapport à l'intérêt commun, un agenda secret en quelque sorte.

Deuxième hypothèse : l'existence d'un courant au sein des états qui n'auraient pas intérêt à voir disparaître ces djihadistes, ainsi que les instabilités dues à la drogue et au partage des territoires.

AViTeM

Agence des Villes et Territoires
Méditerranéens Durables

Troisième hypothèse : on ne peut pas s'unir, tenus par des puissances extrarégionales qui n'ont pas intérêt à voir cette union, ou par l'incapacité des Etats à gérer un dispositif collectif. Aucun Etat de la région ne voudrait voir AQMI prendre le dessus et voir s'effondrer les Etats.

Tous les moyens existent pour une union, pourquoi n'a-t-elle pas lieu ?

L'état des lieux du Maghreb est hétérogène, voir chaotique : il oscille entre transition démocratique, transition générationnelle, transfert de légitimité et situation prérévolutionnaire avec des groupes islamiques actifs. En Libye nous faisons face à une réelle fragmentation sociale ; l'ingérence étrangère quant à elle est une réalité structurelle. Nous sommes en présence de la manifestation de grand intérêt des pays émergents présents sur le terrain.

L'Europe connaît elle aussi une crise profonde qui l'amènera à se resserrer autour d'un noyau dur où vont s'affirmer des logiques très différentes et une incapacité à construire une Europe militaire.

Au Nord comme au Sud, nous faisons face à un affaiblissement des Etats.

L'instrumentalisation des référents religieux trouve au Sud un terrain fécond. Sécheresse, famine, pauvreté, repli sur les pôles identitaires les moins coûteux font le lit d'idéologies totalitaires, aidée par l'effondrement du système éducatif et associée à une forte croissance démographique.

La zone du Sahel est une plaque tournante pour la drogue en provenance d'Amérique du sud, et de la corne de l'Afrique.

Nous constatons également une confrontation entre les nomades éleveurs et les sédentaires. L'importante désertification et la raréfaction des terrains cultivables poussent les nomades éleveurs à empiéter sur les terrains sédentaires par nécessité. Ces tensions sont exploitées par l'EI.

La Libye est un foyer permanent d'instabilité, où règne une fragmentation réelle : deux gouvernements autoproclamés, mais aucun des deux n'a le contrôle sur la population ni sur le territoire, seuls les trois tribus majoritaires présentes sur le terrain ont un impact. Il y a également un risque de polarité vers l'Egypte.

En Afrique subsaharienne la situation reste très critique : au Niger, l'armée est mal préparée, incapable de faire face aux menaces terroristes. La République Centrafricaine menace de s'effondrer, tandis qu'au Nigeria Boko Haram mène une stratégie de l'ombre.

AViTeM

Agence des Villes et Territoires
Méditerranéens Durables

En réalité on ne peut pas s'unir parce qu'on ne peut pas pratiquer une politique d'endiguement. La menace terroriste est une menace réelle, l'arc djihadiste qui s'étend du Yémen à la corne de l'Afrique est la résultante de stratégie volontaire. De plus l'Etat Islamique dispose d'un avantage considérable par rapport à toute autre armée : le rapport gratifiant à la mort pour ces djihadistes, et la sacralité.

Tous les risques précédemment évoqués ont pour conséquences l'émergence d'une période d'instabilité et de violence qui entraînera la destruction des pays, des flux migratoires jamais vus auxquels aucun pays du Sud ne peut répondre. Pour y faire face il est nécessaire de mener une démarche volontariste. L'issue multilatérale est inenvisageable. L'Algérie est le seul pays de la région à avoir fait l'expérience de l'antiterrorisme et à avoir vaincu ; de même il est le seul pays à avoir une frontière avec tous les acteurs du Maghreb. Cette démarche volontariste peut donner l'exemple et avoir une valeur incitative et peut-être décider la France à agir.

AViTeM

Agence des Villes et Territoires
Méditerranéens Durables



Antonin Tisseron, docteur en histoire des Relations internationales (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), il travaille depuis plusieurs années pour le Ministère de la Défense sur les problématiques de la modernisation des forces armées, de la contre-insurrection et des opérations extérieures.

Changement d'angle et d'échelle : Focus sur le Mali et la zone subsaharienne.

Commençons par un bref état des lieux : le Mali a bénéficié d'une grande mobilisation internationale, la réunion de bailleurs a permis de débloquer 3,5 milliards de dollars. Pourtant sur l'espace 2014-2015 le pays a connu une multiplication des violences intercommunautaire, la MINUSMA, la mission des Casques bleus de maintien de la paix de l'ONU, est la plus meurtrière qu'ait connue l'organisation.

Le pays fait face à une opposition Nord-Sud : les souvenirs de la colonisation restent difficiles à surmonter, la fracture est également présente dans le domaine religieux, interethnique. Le contrôle de la région de Kidal est soumis à des enjeux de succession entre le leader touareg du Groupe Autodéfense Touareg Imghad et Alliés (GATIA), et les milices pro-Bamako.

Depuis 2012, on constate une aggravation des tensions, le Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA) pille, vole, occupe des régions peul, qui ont décidé de s'armer pour lutter contre l'occupation touareg mise en place par la MNLA.

Le sentiment de la population face à la représentation de l'Etat malien est comparable à « des étrangers qui souhaitent imposer leurs directives loin des réalités communautaires ». Il y a un réel fossé entre les populations noires, arabes et touarègues.

La situation actuelle renvoie à deux limites qualitatives et quantitatives : des effectifs incapables d'assurer la sécurité, des contingents peu nombreux qui renâclent à sortir en cas d'attaques et des mandats parfois limités. La mission de l'ONU MINUSMA devait servir d'appui au rétablissement du dialogue, mais a souvent eu tendance à se retrancher dans les vides juridiques des mandats, en appliquant une logique bureaucratique stricte : « pas de notification, pas d'intervention ».

Malgré la pression de la communauté internationale, on répertorie très peu de dialogue entre les plateformes de coopérations et les instances étatiques, ces dernières étant accusées de dépecer l'Etat, de l'affaiblir, avec des redistributions de compétences et des capacités de manœuvres limitées.

AViTeM

Agence des Villes et Territoires
Méditerranéens Durables

La question du Nord n'a jamais été réglée. La réconciliation, qui a été de courte durée fut contrastée par des affaires de corruption, aucun changement dans les pratiques du pouvoir et de la politique n'ont eu lieu. L'année 2012 n'a pas changé la donne au Mali dans la pratique du pouvoir.

La dynamique actuelle concerne en premier lieu les maliens, les partenaires ont des moyens limités, mais sont considérés comme responsables par la population.

La reconstruction de l'image de l'Etat est nécessaire, car dans un premier temps il ne protège pas les populations, et dans un second temps il est lui-même générateur de violence et de corruption. Aucune réflexion n'est en marche sur l'aide au développement, alors que le pays en est bénéficiaire, le système éducatif quant à lui nécessite une refonte totale.

En ce qui concerne la question de la lutte contre la drogue, la zone du Mali et la région de Niamey sont des zones de trafic. La communauté internationale en à conscience : en fin de semaine dernière deux avions se sont posés transportant plus de 500 kg de drogue chacun.

Afin d'instituer une stabilité durable dans le pays des solutions existent telles qu'une réconciliation qui ne passerait pas uniquement par le silence des armes, mais aussi par une reconstruction de la figure étatique, une restauration de la confiance, une médiation entre les communautés du Nord et du Sud, penser la réconciliation à tous les niveaux à travers un dialogue interethnique. Dernier point, bien que la lutte soit perdue d'avance il est nécessaire de limiter les dégâts causés par le trafic de drogue.

AViTeM

Agence des Villes et Territoires
Méditerranéens Durables



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



MARSEILLE
PROVENCE
MÉTROPOLÉ
COMMUNAUTÉ URBAINE

TOULON
PROVENCE
MÉDITERRANÉE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION



VILLE DE
MARSEILLE
www.marseille.fr



EUROMÉDITERRANÉE

Hatem Ben Salem, ancien ministre tunisien de l'éducation et de la formation de 2008 à 2011.

Aucune prospérité au nord de la Méditerranée si la situation au sud perdure.

L'imbrication est claire et nette entre le devenir de ces deux espaces qui constituent la zone Euro-méditerranéenne.

Trois risques : le premier, le risque de la « désétatisation » ; les Etats n'arrivent plus à exercer la moindre autorité sur leur territoire, que ce soit au sud Sahara ou au Maghreb, la souveraineté de ces Etats est remise en cause, on constate la fin de la notion d'Etat-nation, qui petit à petit est appelé à disparaître.

Second risque, qui est une conséquence du premier, le risque de balkanisation de cette région du sud de la Méditerranée : risque de voir apparaître de nouveaux tracés frontaliers épousant des clivages ethniques et confessionnels religieux compte tenu de l'absence de l'Etat, ces risques menacent gravement les équilibres confessionnels, géographiques et géopolitiques.

Troisième risque : voir muter dans nos pays des mouvements qui se présentaient comme des petits groupes terroristes isolés, avec de grands moyens financiers, mais peu de moyens humains, qui aujourd'hui ont un projet idéologique : le sixième califat, avec des financements immenses en provenance du Qatar, de la Turquie, et de l'Arabie saoudite.

L'Etat Islamique se met en place aux portes de l'Europe mais cela n'a engendré aucune réaction pour l'instant. Une variante maghrébine mobile existe vers la zone Sahel-Sahara et surtout vers la Libye.

Aujourd'hui le sanctuaire, l'endroit de tous les dangers est incontestablement la Libye. Ballotée entre groupes islamistes, intégristes, tribus, trafiquants d'armes, de drogue, aucun des deux gouvernements n'ont un avenir. Cela justifie l'idée qu'une issue politique est impossible. La maîtrise du terrain et des armes n'est pas de l'exclusivité de ceux qui négocient à Alger et au Maroc, de ce fait, les accords trop éloignés des réalités du terrain, restent lettre morte.

Le sud tunisien quant à lui fait face à des tendances cessationnistes, un mouvement kabyle est en train de proclamer un territoire entre le sud de la Tunisie et le nord de la Libye.

AViTeM

Agence des Villes et Territoires
Méditerranéens Durables



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



MARSEILLE
PROVENCE
MÉTROPOLÉ
COMMUNAUTÉ URBAINE



Comment limiter ces risques ?

Deux urgences :

- Dans le domaine du renseignement : nécessité de passer du simple échange de renseignements à une harmonisation totale des services entre la France, l'Algérie et la Tunisie car le renseignement est une donnée essentielle.
- Constitution et déploiement d'une force d'action rapide entre la France, l'Algérie et la Tunisie, un passage à l'acte est nécessaire.

Deux priorités :

- Internationaliser la question libyenne par une résolution au conseil de sécurité pour la mise en place d'une feuille de route qui prévoit un désarmement des milices. Cette résolution sera placée sous le chapitre VII, associé à des sanctions.
- Recommencer à construire un prémisses d'Etat en Libye, ainsi il sera facile d'identifier ceux qui souhaitent construire un Etat Libyen ou seulement le détruire. Des organes inter étatiques régionaux sont également nécessaire.

AViTeM

Agence des Villes et Territoires
Méditerranéens Durables



Jean-François Daguzan, directeur-adjoint à la Fondation pour la Recherche Stratégique et professeur associé à l'Université de Paris Panthéon-Assas

Synthèse de cette première table ronde : Question des risques.

En réalité, chaque risque en soit est relatif, la démographie souvent présentée comme une menace illustre cette dualité (dans un cas elle est considérée comme un risque, dans un autre comme un avantage). La multiplication des risques va nous conduire à évaluer une situation, un des problèmes qui nous empêche d'appréhender une situation est la minimisation des risques en les cloisonnant, alors que pris dans son ensemble il s'agit d'un vrai risque.

La problématique migratoire auparavant touchait principalement les pays du Nord, aujourd'hui les pays du Sud y sont aussi soumis. Deux millions de personnes immigrées vivent actuellement sur la frontière du sud tunisien pour une population tunisienne totale de dix millions.

La question économique est un facteur fondamental : la crise de 2008 a touché de plein fouet ces pays, derniers maillons de la chaîne de consommation. Ce qui se passe en Europe impacte directement les pays du Sud méditerranéen même si ces derniers n'ont pas directement pris part à ce qui se jouait sur les places de marché de Wall Street ou de la City.

La montée de l'économie criminelle, complètement gommée par les économistes universitaires et la communauté épistémique, n'est pas considérée comme un paramètre dans la zone, pourtant c'est un élément structurant.

La déstructuration de l'Etat reste le problème majeur ; quelles sont ses origines ? Provoquée par la guerre en Libye ou la résultante des conflits sociaux, destinée à faire sauter les frontières du colonialisme, de l'Empire Ottoman ? Dans ce contexte, comment minimiser les risques ?

Pour Jean-François Daguzan il est nécessaire de reprendre complètement la problématique, en corrigeant le défaut de vision, selon lui le point de départ du dysfonctionnement est cette tendance à cloisonner les risques et donc à les minimiser.

L'approche périphérique de l'Europe quant à elle est inadaptée, l'Union Pour la Méditerranée, dépourvu de fondements politico-stratégiques, a tout simplement été balayée par la crise économique et financière. Malgré la multiplicité, aucun outil de coopération n'est adapté, l'Union Européenne ne semble pas prendre la mesure du risque.

L'interconnexion des zones concernées est indispensable, avec des outils politico-militaires

AViTeM

Agence des Villes et Territoires
Méditerranéens Durables



alliés à la bataille de l'éducation. Il est indispensable d'apprendre à fonctionner avec des États qui prennent de nouvelles formes, de reconstitution tribale, qui sont aujourd'hui niés en tant que tels, mais qui peuvent demain devenir une réalité politique.

AViTeM

Agence des Villes et Territoires
Méditerranéens Durables



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



MARSEILLE
PROVENCE
MÉTROPOLÉ
COMMUNAUTÉ URBAINE

TOULON
PROVENCE
MÉDITERRANÉE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION



EUROMÉDITERRANÉE

Seconde table ronde :

Lutter contre les menaces :

quelle collaboration entre la France, l'Algérie et la Tunisie ?

Modérateur : Jean-François Coustillère, Contre-Amiral (2S) consultant sur les questions euro-méditerranéennes, président de l'association Euromed-IHEDN.

Intervenants Djalil LOUNNAS, Akram BELKAÏD, Abdennour BENANTAR, Louis CAPRIOLI.

Djalil LOUNNAS, Professeur de Relations internationales à l'Université Al Akhwayn à Ifrane, Maroc, et chercheur au Centre des Études pour la Paix et la Sécurité Internationale (CEPSI) de l'Université de Montréal.

L'évaluation de la mutation des groupes djihadistes sur la période 2013-2015.

Court état des lieux au Maghreb: on assiste à une résilience d' AQMI en Algérie, créée en 2007 sur les restes du groupe salafiste, ils ont juré allégeance à Al-Qaïda.

Ils ont trois objectifs : unifier le groupe, relancé le djihad contre l'Etat en place, servir de base arrière pour les opérations. Isolés en Kabylie, ils vivent en marge de la population, dans l'indifférence de la population locale. Suite à des attaques de villages, l'indifférence de 2013 s'est transformée en une peur et en résignation en 2015.

En mars 2014 suite à une scission à l'intérieur d'Al-Qaïda, apparition de Jund Al-Khilafah, qui jure allégeance à l'Etat Islamique, ce qui a affaibli AQMI. Les populations les plus jeunes, se dirigent plus vers la Syrie et l'Irak, leur référentiel est l'Etat Islamique et non plus Al-Qaïda, devenu trop lointain. Le contingent d'AQMI en 2015 est de l'ordre de 200 à 300 combattants, isolés dans les montagnes algériennes. Le chef de Jund Al-Khilafah a été tué par des frappes militaires en décembre 2014, ses successeurs connaîtront le même sort. En mai 2015 ont estimait que le groupe avait disparu.

Qu'en est-il de la situation au Sahel ?

Jabhat Ansar Al-Dine est apparu en juillet 2014 lors de la guerre civile en Syrie, ce groupuscule ne se veut rallier à aucune autre mouvance.

Le mouvement pour l'Unicité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) est un groupe armé

AViTeM

Agence des Villes et Territoires
Méditerranéens Durables

djihadiste salafiste issu d'une scission d'Al-Qaïda au Maghreb islamique mi-2011 dans le but d'étendre l'insurrection islamiste du Maghreb en Afrique de l'Ouest.

Al Mourabitoune est un groupe armé djihadiste salafiste sahélien né en août 2013 de la fusion du MUJAO et des *Signataires par le sang* : leurs objectifs est l'instauration d'un califat régit par la charia.

En Tunisie, la katiba (brigade) Okba Ibn Nafi' (particulièrement active dans les monts Chaâmbi) et Ansar al Sharia, qui compte environ 1000 combattants aussi actifs en Libye, revendiquent toutes deux leur affiliation à Al-Qaïda.

En Tunisie nous faisons donc face à une dominance d'AQMI et dans un avenir proche nous devons nous attendre à la probable arrivée d'une filiale de l'Etat Islamique avec le retour des combattants au pays. Dans cette optique une collaboration régionale est indispensable.

Concernant la Libye, il y a nécessité de régler la situation du pays, sans quoi aucune stabilité dans la région ne sera imaginable.

Le retour des anciens combattants en provenance de Syrie et d'Irak, vers la Libye et la Tunisie est une problématique importante, et dont trop peu de pays prennent la mesure. La Libye représente pour les djihadistes un lien organique direct avec le centre de commandement de l'Etat Islamique en Syrie et en Irak.

AViTeM

Agence des Villes et Territoires
Méditerranéens Durables



Akram Belkaïd, journaliste indépendant, il travaille avec *Le Quotidien d'Oran*, *Afrique Magazine*, *Géo* et *Le Monde Diplomatique*.

Pour un dialogue entre les forces antagonistes.

Dans cette guerre du XX^e siècle contre le terrorisme, le constat est simple : il n'y a aucun dialogue entre les forces antagonistes. D'un coté se place la sphère occidentale qui dispose d'interlocuteurs au Sud de la Méditerranée et avec qui des valeurs sont partagées ; de l'autre coté se place un ensemble énigmatique, désigner comme « ceux qui nous font peur », dont on ne sait rien.

Dans ce scénario, on accepte d'être en totale opposition avec eux, alors seule la guerre en sera l'issue. Or l'histoire de l'humanité montre qu'après la guerre c'est le dialogue et la négociation. La sphère médiatique tend à évacuer la possibilité d'un dialogue entre ces forces.

La communauté internationale reste enfermée dans ses certitudes selon lesquelles l'intervention militaire règle tout, malgré le constat de ces 20 dernières années qui a démontré que la guerre n'a généré que chaos et appauvrissement en Irak, Afghanistan, Yémen, ou encore au Kosovo.

Que fait-on après ? Comment faire renaître les pays après un conflit ? Au vu de la gestion américaine de la situation en Irak et Afghanistan, la solution n'est apparemment pas encore trouvée.

Sur la question des initiatives communes, un morcellement diplomatique est constaté. Il n'existe plus de dynamique organisationnelles et diplomatique à la hauteur des circonstances ; l'Europe continue à se comporter comme si les pays au sud de sa frontière n'étaient que des partenaires économiques.

Un des acteurs fondamentaux de cette situation et peu citer sont les mafias. Toutes organisations qui souhaitent prendre part à la régulation des problèmes et qui ne prendraient pas en compte le rôle des mafias ne peuvent capter l'intégralité du problème.

AViTeM

Agence des Villes et Territoires
Méditerranéens Durables



Abdenmour Benantar , *enseignant chercheur à l'Université Paris 8.*

Appréciation et seuil de tolérance sécuritaire.

Abdenmour Benantar voudrait revenir sur les notions de risque et menace, il souhaite apporter une vision conceptuelle différente des autres participants. Selon lui la différence porte essentiellement sur deux facteurs.

Premièrement, la question de perception : ce qui peut être considéré comme risque par A peut être une menace pour B, de ce fait, les menaces sont subjectives. Les menaces sont construites, et non données, par exemple : l'invasion de l'Irak en 2003. Pour légitimer la menace irakienne, les Etats-Unis ont prétexté une menace imminente, or dans les faits, les américains sont intervenus car il n'y avait précisément pas de menace, seulement des risques soupçonnés.

Deuxièmement, la question du degré de dangerosité des risques et des menaces, si on élève un risque au degré de menace c'est qu'il y a un intérêt subjectif pour certains (exemple les ventes extraordinaires de Dassault cette année n'auraient pas eu lieu dans un contexte de « risques »)

Comment identifier les risques et menaces, si un risque pour les uns, n'est pas une menace pour les autres ? Un langage commun et une politique commune par essence ne sont pas possibles.

Bien que très peu évoquée, la coopération en matière sécuritaire entre la Tunisie et l'Algérie est très poussée, il s'agit de la plus pointue du monde arabe. D'un point de vue algérien, on assiste à la mise en place de certaines mesures unilatérales telles que l'implication d'avions de chasse pour une surveillance aérienne de la région sahélienne, mais des défaillances s'est fait connaître à l'image d'une localisation des centres de décision militaire trop éloignée des frontières. Suite à ce constat la décision de restructuration et de délocalisation de ces centres a été prise.

Les effets pervers des interventions militaires résident dans le fait que les erreurs précédentes appel un *bis repetita* ; une seconde intervention pour corriger les ratés de la première.

AViTeM

Agence des Villes et Territoires
Méditerranéens Durables



Louis CAPRIOLI, ancien sous-directeur chargé de la lutte contre le terrorisme à la Direction de la surveillance du territoire, spécialiste des réseaux islamistes en Afrique du Nord et en Europe.

Menaces : la nécessité d'agir.

La France a été le premier pays à collaborer avec l'Algérie pour lutter contre le terrorisme. Contrairement à la proposition / question soulevée soutenue par Akram Belkaïd, concernant une absence de dialogue, nous ne sommes plus dans une guerre conventionnelle, la discussion dans ce cas n'est pas possible.

La menace est en Syrie et Irak, Daesh a récupéré 3000 blindés, 50000 combattants -dont 20 000 en provenance de l'étranger- des capacités financières considérables. Les universitaires et les médias s'y intéressent, mais qu'en est-il des décideurs politiques ?

La Syrie a connu une révolution arabe sans intervention occidentale, et aujourd'hui on réclame une intervention ? L'Occident a-t-il pris part à cette révolution ?

Nous faisons face à une exportation du terrorisme par ces jeunes gens qui reviennent du djihad en Syrie, il ne s'agit donc plus des risques, mais de réelles menaces.

Selon Louis Caprioli, Kadhafi a détruit l'Etat libyen en tuant tous les opposants, en créant des comités révolutionnaires exécutant des gens, a affaibli les tribus. L'Etat libyen n'existait déjà plus bien avant sa mort.

En ce qui concerne la guerre contre la drogue, elle est perdue car en 1988 les Etats-Unis ont déployé des forces extraordinaires pour combattre ce fléau, et cela n'a rien changé, bien au contraire, la drogue n'a cessé de se diffuser.

Daesh détient un sens de la communication exceptionnel, en Europe au niveau de la contre propagande nous ne faisons absolument pas le poids.

Enfin, la France est-elle prête à mettre à disposition de l'Algérie et de la Tunisie des moyens pour lutter ?

Akram Belkaïd reprend la parole quelques minutes pour répondre à Louis Caprioli sur la question de la responsabilité occidentale dans le conflit syrien.

La première manifestation en Syrie était pacifiste. Qui a financé ces groupes armés qui se sont constitués malgré l'embargo européen ? Aujourd'hui on le sait, les pays du Golfe et la Turquie les ont financés, de même que nous savons que les pays du Golfe expriment l'influence occidentale.

AViTeM

Agence des Villes et Territoires
Méditerranéens Durables

Les services français sont-ils prêts à transmettre les informations qu'ils obtiennent et de ce fait à faire connaître à leurs collaborateurs l'étendue de leurs capacités ? Une coopération, oui mais alors à minima.

Une négociation est-elle possible avec l'Etat Islamique ? Il veut exister, l'Occident s'y oppose, il n'y a pas de débat possible. L'Etat Islamique est comparable à une nouvelle Arabie Saoudite. La famille Saoud a mené un djihad il y a 150 ans, peut-être devrons-nous négocier demain ; cela a été le cas pour les Etats-Unis avec la famille Saoud, et des accords perdurent.

Il est nécessaire de nous défaire de cette attitude paternaliste qui consiste à dire « nous avons raison, ils ont tort. » et mener le débat plus loin.

AViTeM

Agence des Villes et Territoires
Méditerranéens Durables

